

## Frank Miller élu chef des conservateurs ontariens

Le ministre de l'Industrie de l'Ontario, M. Frank Miller, est devenu, le 28 janvier, le chef du Parti conservateur de cette province, au terme d'un congrès au leadership mouvementé.

M. Miller, considéré comme le plus conservateur des quatre candidats en lice, a remporté la victoire au troisième tour de scrutin, avec une marge de 77 voix seulement, aux dépens de M. Larry Grossman, trésorier de la province. M. Grossman s'était assuré l'appui du procureur général, M. Roy McMurtry, et du ministre de l'Agriculture, M. Dennis Timbrell, après leur retrait de la course aux termes des premier et deuxième tours de scrutin.

Lors d'une conférence de presse, M. Miller a dit qu'il avait offert un poste au sein du cabinet à MM. Grossman et Timbrell, sans toutefois leur promettre un portefeuille en particulier. En ce qui concerne M. McMurtry, il vient d'être nommé au poste très convoité de haut-commissaire du Canada en Grande-Bretagne.

Une équipe de transition formée par M. Miller prenait, le 8 février, la tête d'un gouvernement qui jouit d'une confortable avance de 72 sièges. Les libéraux détiennent 28 sièges et les néo-démocrates, 22.

Par ailleurs, le nouveau premier ministre a ajouté qu'il n'avait pas encore songé à une date pour de prochaines élections. Mais, il a déjà demandé aux membres dirigeants du parti « de se tenir prêts ». Normalement, le mandat du gouvernement conservateur actuel devrait échoir en mars 1986.

M. Miller a déclaré qu'il accorderait la priorité à l'emploi et à l'économie. Il a aussi affirmé que ses premières préoccupations auraient trait à la formation d'un nouveau cabinet et à la préparation de la rencontre des premiers ministres à Regina en février.

L'ancien ministre de l'Industrie, âgé de 57 ans, a été assermenté, le 8 février, en tant que 19<sup>e</sup> premier ministre de l'Ontario. Il est le sixième conservateur à porter ce titre depuis 1943.

### La tradition l'emporte

M. Miller succède à M. William Davis qui s'est retiré après avoir présidé aux destinées de la province depuis 1971. En éliminant M. Frank Miller à la tête de leur parti et du gouvernement de la province, les délégués au congrès du Parti conservateur de l'Ontario ont préféré la tradition au risque : ils ont choisi un homme issu de la petite entreprise et ayant ses racines dans une communauté rurale.



M. Frank Miller (à gauche) reçoit les félicitations du lieutenant-gouverneur, M. John Aird.

M. Miller présente également la rare qualité, comme chef de l'Ontario, d'être bilingue. Il a vécu neuf ans au Québec, comme étudiant à l'université McGill et comme ingénieur dans une compagnie d'aluminium à Arvida.

### Carrière politique

D'abord ministre de la Santé dans le cabinet Davis, trois ans après son élection à Queen's Park, en 1971, Frank Miller devint ministre des Ressources naturelles en 1977, mais ce séjour fut de courte durée car M. Davis lui demanda de remplacer le ministre démissionnaire des Finances, l'année suivante. Il occupa jusqu'à cette élection le poste de ministre de l'Industrie et du Commerce, poste qui correspondait bien à l'intérêt qu'il porte à ces domaines.

La campagne à la chefferie de M. Miller n'a eu qu'un grand thème : la croissance de l'économie grâce à la relance du secteur privé. Farouche défenseur de la libre entreprise, M. Miller a promis diverses mesures pour alléger le fardeau fiscal des entreprises et les aider à se moderniser. Comme ses rivaux, il prône une réduction de l'intervention gouvernementale.

Avant de faire de la politique, M. Miller a acquis une solide expérience dans le secteur privé : parti de zéro, il a réussi comme homme d'affaires, principalement à Bracebridge, ville du comté de Muskoka (Ontario) où il s'est établi.

## Délégation en Afrique du sud

Le leader du gouvernement au Sénat, M. Duff Roblin, a dirigé la délégation canadienne à la réunion du Conseil des ministres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) qui avait lieu à Mbabane, au Swaziland, du 31 janvier au 1<sup>er</sup> février.

Au cours des séances, le sénateur Roblin a réaffirmé l'appui du Canada à l'endroit de la coopération régionale pratique qui est l'objectif de la SADCC. Il a aussi fait part des progrès accomplis dans le cadre du programme canadien de développement, d'une durée de cinq ans et d'une valeur de 125 millions de dollars, qui a été annoncé en 1984. La réunion a permis d'avoir des consultations avec les ministres des États africains noirs indépendants au sujet des développements politiques et économiques récents. En outre, les pays de la région ont invité le Canada à prononcer l'allocution de clôture au nom des 25 pays donateurs participants.

La SADCC, groupe régional de neuf États africains créé en 1979, vise à forger des liens d'intégration régionale par une collaboration à des projets dans des secteurs économiques clés : agriculture, énergie, transports et communications, et ressources humaines. Ses membres sont l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Après la conférence, le sénateur Roblin a effectué une visite au Zimbabwe du 2 au 4 février. Pendant son séjour, il a rencontré les leaders du Zimbabwe pour passer en revue les relations de ce pays avec le Canada. Il s'est également rendu sur les lieux de plusieurs projets de développement afin d'évaluer le programme d'aide canadien qui porte actuellement sur environ 15 millions de dollars par an. Un certain nombre d'accords de projet devaient de plus être conclus.

## Contrat pour Bombardier

Après trois ans de négociations difficiles, le ministre de la Défense belge, M. Freddy Vreven, a signé récemment un contrat d'achat de 2 500 jeeps avec la société Bombardier.

Le contrat porte sur 1,7 milliard de francs belges (26 millions de dollars) et s'accompagne d'un programme canadien d'investissements et d'achats en Belgique de 6,3 milliards de francs belges (97 millions de dollars).